

Examen de l'investissement étranger

la 2^e fois et renvoyé au comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

M. Baldwin: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Il y a eu quelques discussions au sujet du progrès de cette mesure. Dans le but de pousser le gouvernement à faire adopter une mesure quelconque avant que cet événement hypothétique n'ait lieu, pour en venir ensuite le plus vite possible au projet de loi sur l'impôt sur le revenu et en corriger les nombreuses injustices, on propose que, d'un commun accord, la Chambre ordonne que toutes les mises aux voix qui s'imposent pour que le bill franchisse l'étape de la deuxième lecture soient faites avant 6 heures ce soir, et que les discours soient limités à 15 minutes.

M. l'Orateur: Est-on d'accord?

Des voix: D'accord.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, j'estime que cette proposition devrait suivre la filière ordinaire.

Une voix: Autrement dit, vous n'y consentez pas.

M. l'Orateur: Si j'ai bien compris, le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) propose qu'il devrait y avoir de nouvelles discussions entre les représentants des partis. Dans ce cas, je donne pour l'instant la parole au député d'Athabasca (M. Yewchuk).

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Monsieur l'Orateur, au début de mon discours avant l'ajournement d'hier soir, je disais que ce projet de loi ne répond pas au besoin d'une reprise canadienne du contrôle de notre économie. J'ai dit qu'il ne contenait pas le genre de mesure précise que le public canadien exige de ce gouvernement. Il ne tient pas compte des différences régionales. Il ne prévoit pas suffisamment de consultation avec les provinces. Il s'agit, en fait, des mêmes mesures qu'on a présentées au Parlement il y a un an environ. Le NPD a voté contre le bill à ce moment-là. Maintenant, ils disent qu'ils vont l'appuyer, et soutiennent que c'est un exemple du bien qui résulte du fait que ce sont eux qui détiennent la balance du pouvoir à la Chambre des communes. Leur chef a en même temps taxé le gouvernement, les libéraux en général, et les conservateurs d'avoir les mêmes buts en ce qui concerne la politique économique.

J'ai souligné en outre qu'en dépit de cette déclaration, lorsqu'il s'est agi de voter à la fin du débat sur le budget, le chef du NPD a appuyé le gouvernement et ses politiques économiques. Parce que les députés du NPD disent une chose et en font une autre il est difficile pour nous, comme pour les autres, de savoir au juste quelle est leur position sur un sujet donné. J'ai dit que le bill est négatif, que son objet est basé sur la restriction et la suppression. Notre politique est tout autre. Elle s'inspire d'une attitude positive visant à encourager une chose plutôt qu'à en empêcher une autre. Nous estimons pouvoir atteindre l'objectif souhaité en encourageant des réalisations supérieures à celles d'aujourd'hui.

Une politique sur la propriété étrangère qui vise au contrôle canadien de l'économie doit être liée à l'ensemble

[M. Howard.]

de la stratégie économique du pays. Cette stratégie doit encourager davantage la participation canadienne par opposition à la participation étrangère en ce qui a trait à la mise en valeur des ressources canadiennes. Cela doit bien sûr être fait en consultation étroite avec les provinces et les territoires pour que les politiques centrales n'entrent pas en conflit avec les besoins et les projets des diverses régions du pays.

Lorsque j'ai pris la parole hier, le député de Saskatoon-Biggar (M. Gleave) a voulu savoir quelles étaient nos politiques. Mais il s'est encore endormi comme d'habitude. Je voudrais toutefois exposer sommairement ce que je disais que devraient être les politiques. Nous devons en premier lieu mettre immédiatement en œuvre une politique de plein emploi axée sur l'expansion rapide de l'économie canadienne, en prenant les mesures que nos porte-parole ont décrites au cours du débat sur le budget et en de nombreuses autres occasions. Nous devons apporter aux lois fiscales des modifications qui soient de nature à stimuler l'esprit d'entreprise des Canadiens ainsi que les initiatives et les investissements canadiens, modifications que nous avons également prônées au cours du débat sur le budget et au cours de la dernière campagne électorale. Contrairement à la politique du NPD exposée par le député de York-Sud (M. Lewis), qui ferait semble-t-il disparaître de la scène canadienne le principe de la propriété privée, j'estime que nous devrions encourager les petites entreprises à se développer le plus possible. Nous devons prendre des mesures pour encourager le développement industriel qui demande beaucoup de main-d'œuvre afin de répondre au besoin d'emplois des Canadiens et par là équilibrer l'économie, dont le premier objectif a été par le passé l'exploitation des ressources naturelles. Des travaux de recherche et de développement doivent être encouragés et entrepris au Canada pour assurer le perfectionnement et l'expansion rapides de l'économie par des Canadiens. Des méthodes doivent être mises au point pour faire en sorte de créer de plus en plus d'établissements industriels de fabrication et de transformation au Canada afin de mettre davantage l'accent sur l'exportation de produits finis plutôt que sur celle de matières premières comme on le fait actuellement. A mon avis, l'avenir du Canada dépend d'une politique nationale de développement visant à réaliser ces objectifs.

J'ai été déçu de la déclaration que le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gillespie) a faite aujourd'hui lorsqu'il a dit que le gouvernement n'avait pas de stratégie de développement industriel et qu'il se contentait d'adopter des expédients pour s'occuper des cas d'urgence à mesure qu'ils se produisent dans un secteur précis de l'économie. Cela ne suffit pas, selon moi. Je crois que les Canadiens s'attendent à mieux que cela. A bien des égards, à cause de la politique du gouvernement actuel au cours de la dernière décennie, nous perdons du terrain non seulement dans le domaine de l'exportation de matières premières, mais aussi parce qu'en agissant ainsi, nous exportons des emplois. Les autres pays achètent nos matières premières, en font des produits finis et nous les exportent, ce qui signifie qu'ils utilisent nos ressources pour créer des emplois chez eux, alors que nos compatriotes ont besoin de ces emplois.